

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports):** Madame le Président, bien sûr que je le sais. Et je remercie mon collègue d'en avoir informé le public. Je peux lui assurer que nous suivons de près la situation. On m'a affirmé que l'on s'intéressait particulièrement à cet aspect de la sécurité aérienne surtout pendant ces périodes difficiles.

\* \* \*

### LES PÊCHES

#### LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL KIRBY

**M. Tom McMillan (Hillsborough):** Madame le Président, je voudrais poser ma question au vice-premier ministre. Le ministre des Finances a présenté le budget comme le moyen de relancer l'économie. Or, ce budget ne tient absolument pas compte du rapport Kirby qui préconisait de mettre sur pied un programme de relance de plusieurs millions de dollars pour le secteur de la pêche dans la région de l'Atlantique, secteur dans lequel près de 100,000 emplois sont en danger.

Je voudrais demander au ministre pourquoi le budget n'a touché qu'indirectement le secteur de la pêche par le biais des projets spéciaux de relance, par exemple, au lieu d'essayer de remédier directement à la situation dans ce secteur où le taux de chômage est le plus important de toute la région de l'Atlantique.

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Madame le Président, je tiens à assurer au député qu'aucun autre problème n'a retenu plus l'attention du gouvernement. Lorsque nous avons rendu publique notre position sur le rapport Kirby, nous avons affirmé être en accord avec la plupart des recommandations du groupe de travail.

En outre, nous avons autorisé une équipe de négociation à engager des pourparlers avec les provinces et avec les conditionneurs afin d'en arriver à une restructuration de ce secteur, restructuration qui lui permettrait d'être rentable et efficace et de garantir des emplois et des revenus à ceux qui dépendent de lui. Le député a donc tort de penser que nous négligeons ce secteur. Au contraire, on lui a accordé une plus grande attention que ne l'aurait permis le fait de la mentionner de façon précise dans le budget.

#### LA NÉCESSITÉ D'AIDER FINANCIÈREMENT LE SECTEUR DE LA CÔTE EST

**M. Tom McMillan (Hillsborough):** Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au vice-premier ministre. Ce n'est pas la concurrence qui s'exerce actuellement dans le monde qui redonnera de l'emploi aux pêcheurs et aux employés des usines de conditionnement du poisson, et je vais donc poser à nouveau la question au vice-premier ministre. Le rapport Kirby a établi de façon très claire que le secteur de la pêche dans la région de l'Atlantique avait besoin d'une stratégie industrielle globale, et non pas d'un quai par-ci et d'un navire par-là, comme le prévoit le budget, jusqu'en 1986. Comment se fait-il que le gouvernement ait pu trouver 200 millions de dollars on ne sait où en 24 heures pour sauver le peu qui reste de la réputation du ministre des Finances, mais qu'il ne puisse fournir l'argent nécessaire pour revitaliser le secteur de

### Questions orales

la pêche dans la région de l'Atlantique, secteur qui est pourtant dans une situation précaire?

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Madame le Président, le député comprend très mal, selon moi, la situation qui existe dans le secteur du conditionnement du poisson. Je suis porté à le penser suite à sa question et à ses allégations, selon lesquelles le gouvernement n'a accordé aucune importance à ce problème.

Puis-je répéter qu'à l'heure actuelle, nous sommes en pourparlers avec les provinces qui sont directement concernées par cette question. Nous négocions également avec les conditionneurs et les banques qui ont de gros intérêts dans cette affaire. Nous espérons que nous pourrions, grâce à ces négociations, élaborer un plan convenant à toutes les parties, notamment le gouvernement fédéral.

Tout le monde sait que ce dernier aura certaines obligations financières à la suite de la mise en œuvre des recommandations du rapport Kirby, et que les négociations portaient surtout sur la restructuration. Quoique le député pense, je l'invite à l'oublier, car ce n'est fondé sur rien de solide.

\* \* \*

### L'IMPÔT SUR LE REVENU

#### LES NORMES UTILISÉES PAR LES VÉRIFICATEURS QUI EXAMINENT LES REVENUS DES AGRICULTEURS

**M. Lorne Greenaway (Cariboo-Chilcotin):** Madame le Président, la question que je pose au ministre du Revenu national porte encore une fois sur l'article 31 de la loi de l'impôt sur le revenu. Le ministre sait sans doute que l'interprétation de cet article suscite bien des difficultés à la collectivité rurale. J'aimerais lui signaler que dans ma circonscription par exemple, les vérificateurs ont jugé que pour être viable, une ferme d'élevage devait compter 100 vaches. Pourtant, Statistique Canada nous informe que les fermes d'élevage comptent en moyenne 30,8 vaches. Son ministère entendrait-il par là pour qu'une ferme d'élevage soit considérée comme étant viable, l'agriculteur doit avoir 100 vaches? Est-ce là la politique de son ministère?

[Français]

**L'hon. Pierre Bussières (ministre du Revenu national):** Madame le Président, je pense que si on commence à faire l'examen à la Chambre de cas particuliers qui touchent au ministère du Revenu national, on va consacrer des heures à en discuter. Je ne crois pas qu'il existe de politique à partir d'un nombre donné de têtes de bétail pour pouvoir établir ce qu'est une ferme. Les fonctionnaires qui procèdent à l'examen des déclarations des personnes qui ont réclamé le remboursement de dépenses pour des exploitations agricoles le font à partir des revenus qui sont générés par cette exploitation sur une certaine période de temps en regard des dépenses qui sont réclamées par le contribuable. C'est à partir de ces éléments qu'ils déterminent s'il existe réellement une possibilité sérieuse d'une exploitation agricole plutôt qu'une exploitation sous la forme de «hobby» de la part de celui qui en est le propriétaire.